

noble de la Société tendant vers la protection et le bien-être de l'enfance et de la jeunesse et les efforts incessants qu'elle déploie contre ce terrible fléau de l'humanité—le commerce des stupéfiants. Il parla brièvement des symptômes de reprise économique, mais signala qu'il ne saurait y avoir d'amélioration économique durable sans qu'une convention du désarmement soit d'abord conclue. La Conférence du désarmement a souscrit en principe au plan de réaliser le désarmement par étapes, mais il insista sur l'importance de procéder sans retard à la conclusion d'une convention du désarmement. Une telle convention stimulerait davantage cette confiance qui provient non seulement de la promesse, mais de la preuve de bon voisinage.

Le Dr Dollfuss (Autriche), qui a été l'objet d'un accueil des plus chaleureux, a parlé de l'indépendance autrichienne avec une délibération placide qui faisait voir sa détermination de la conserver. L'Autriche est décidée, a-t-il dit, de suivre la voie de l'existence indépendante et du développement économique, comptant sur la coopération bienveillante des autres Puissances. Elle fait appel à la Société en la priant d'encourager, par sa haute autorité morale, les efforts qu'elle accomplit. Cela ne comporte pas seulement la consolidation économique de l'Autriche seule, mais aussi la reconstruction économique du Bassin danubien.

L'honorable R. J. Manion, au nom de la délégation canadienne, fit un plaidoyer en faveur d'une plus grande vitesse dans les travaux du désarmement. Il ne veut pas amoindrir les efforts de la Société des Nations dans les divers domaines de la coopération internationale, mais il importe de distinguer entre les fonctions de premier ordre et celles d'ordre secondaire, telles qu'envisagées par le Pacte. Le but primordial de la Société est de maintenir la paix entre les nations de la terre et, à l'heure actuelle, la conclusion d'une convention du désarmement présente le côté le plus important de cette tâche. Sous ce rapport, il convient de tout mettre en œuvre pour dissocier la fabrication des armements et la réalisation de bénéfices privés. Il y aurait lieu de considérer aussi si, dans le passé, on n'avait pas trop insisté sur la sécurité comme condition préalable au désarmement, et si l'on pouvait faire quelques progrès dans ce domaine, il ne s'ensuivrait pas une sécurité progressive. En tous cas, tant que les nations n'auront pas accepté en principe et adopté en pratique l'idée que la guerre en tant que moyen de régler les différends internationaux doit être mise hors la loi et que ces différends doivent être réglés par des moyens pacifiques, la civilisation risque d'être complètement détruite.

Sir Brojendra Mitter (Inde) a rappelé ce que la Société avait accompli au cours de l'année en soulignant notamment le travail sans éclat, mais si utile, de son Bureau d'hygiène à Singapour, l'aide d'experts apportée au Siam pour développer ses ports et la collaboration en matière technique que la Société a apporté au Gouvernement chinois. Il a fait allusion à la hardiesse croissante des détracteurs de la Société des Nations, mais pense que leurs critiques auraient plus de poids s'ils avaient un autre mécanisme à suggérer.

Un sentiment de déception dans l'efficacité de la Société comme facteur sûr pour préserver la paix a pénétré tout le discours du Dr Wellington Koo (Chine). Il a exprimé la crainte que, tant que "ce cas flagrant de violation du Pacte" ne sera pas réglé conformément aux principes du droit international et aux traités existants, il restera un obstacle insurmontable à la conclusion de nouveaux accords internationaux tendant au désarmement militaire et économique.

Le Jonkheer de Graeff, délégué des Pays-Bas, souleva la question de la persécution des Juifs en Allemagne. Un grand nombre de ressortissants allemands, a-t-il déclaré, se sont réfugiés, au cours des derniers mois, dans les pays voisins et sont venus augmenter le chômage. Sans vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures allemandes ni entrer dans un examen des raisons pour lesquelles les